

ARRETE MUNICIPAL
portant sur la modification n° 2
du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.)
de la ville d'ANNEMASSE

Le Maire de la Ville d'Annemasse

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 103-2-3°, L.153-36 et suivants relatifs à la procédure de modification du PLU ;

VU l'article L151-41-5° du Code de l'Urbanisme relatif à l'instauration de servitudes d'inconstructibilité particulières dans les zones urbaines ou à urbaniser, dans l'attente de la définition par la commune d'un projet d'aménagement global;

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Annemasse approuvé par délibération du conseil municipal en date du 03 juillet 2017, modifié par procédures simplifiées par délibérations du conseil municipal en date du 18 octobre 2018 et du 27 juin 2019;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de procéder à la modification du Plan Local d'Urbanisme pour l'instauration d'un Périmètre d'Attente d'un Projet d'Aménagement Global (PAPAG) sur la ZAE d'Annemasse / Ville-la-Grand, selon les objectifs suivants:

- Afficher clairement une volonté de réorganisation de la zone,
- Définir un projet de réaménagement global d'un secteur de la ZAE comprenant des parcelles ou friches potentiellement mutables à court terme,
- Eviter les implantations ou extensions susceptibles de compromettre une réorganisation cohérente et optimisée du secteur, en particulier sur les parcelles où le zonage actuel des PLU autorise le commerce,
- Travailler conjointement à la mise en place d'une ou plusieurs opération(s) d'aménagement et de programmation (OAP) dans les PLU communaux de Ville-la-Grand et d'Annemasse,
- Maîtriser le foncier sur les périmètres qui seront déterminés par la présente procédure

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.103-2-3° du Code de l'Urbanisme, une concertation préalable sera mise en place dans le cadre de cette procédure ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.153-36 du Code de l'Urbanisme, en dehors des cas où une procédure de révision s'impose, le PLU peut faire l'objet d'une modification lorsque la commune envisage de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ;

PAU - Urbanisme / Foncier
URB/GB/600489/4

Affaire suivie par : Tan NGUYEN

Objet : Prescription de la
modification n° 2 du Plan Local
d'Urbanisme (P.L.U.) de la ville
d'ANNEMASSE



CONSIDERANT que l'ensemble des modifications apportées ne sont pas de nature à :

- Changer les orientations du projet d'aménagement et de développement durable,
- Réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- Réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article L.153-41 du même code, la modification du PLU est soumise à enquête publique lorsque le projet a pour effet : soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, soit de diminuer ces possibilités de construire, soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

CONSIDERANT que les modifications envisagées dans le cadre de la présente procédure relèvent du champ d'application de la modification du PLU avec enquête publique ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.104-6 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification du PLU sera notifié à l'autorité environnementale avant l'ouverture de l'enquête publique. L'avis émis ainsi que le dossier seront joints au dossier d'enquête ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification du PLU sera notifié au Préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées (visées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme) avant l'ouverture de l'enquête publique. Le cas échéant, les avis émis seront joints au dossier d'enquête ;

ARRETE

ARTICLE 1 - Une procédure de modification du PLU de la commune d'Annemasse est engagée en application des dispositions de l'article L.153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Le projet de modification a pour objectif d'intégrer un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global au règlement écrit et graphique en vue d'un projet de requalification de la Zone d'Activité Economique (ZAE) d'Annemasse / Ville-la-Grand et ce conformément à l'article L151-41-5) du Code de l'Urbanisme ;

ARTICLE 2 - Conformément aux dispositions de l'article L.103-2-3° du Code de l'Urbanisme, le projet sera soumis aux modalités de concertation suivantes :

- Mise à disposition d'un registre de concertation en mairie aux jours et heures d'ouverture habituels du service urbanisme (au public),
- Parution d'articles de présentation du projet sur le site internet des communes concernées, (dans le bulletin municipal),

- Mise à disposition d'une adresse mail de contact dédiée plu.enquetepublique@annemasse.fr pour recueillir l'ensemble des observations du public durant la procédure,
- Organisation d'une réunion publique commune à Annemasse et Ville-la-Grand.

A l'issue de cette procédure, sera tiré le bilan de la concertation préalable.

ARTICLE 3 - Conformément aux dispositions de l'article L.104-6 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification du PLU sera notifié à l'autorité environnementale avant l'ouverture de l'enquête publique. L'avis émis ainsi que le dossier seront joints au dossier d'enquête.

ARTICLE 4 - Conformément aux dispositions de l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification du PLU sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées (P.P.A.) pour avis avant le début de l'enquête publique.

ARTICLE 5 - Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification du PLU auquel sera joint, le cas échéant, les avis des P.P.A.

Ladite enquête publique fera l'objet d'un arrêté particulier.

ARTICLE 6 - A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification, sera éventuellement amendé pour tenir compte des avis des PPA, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur.

ARTICLE 7 - Conformément aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie d'Annemasse durant un délai d'un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

ARTICLE 8 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

ARTICLE 9 - Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Préfet
- aux personnes publiques associées

qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent Arrêté.

Le Maire certifie le caractère exécutoire des présentes par l'accomplissement des formalités de contrôle de légalité :

- transmission en Sous-Préfecture de SAINT-JULIEN le 02 MARS 2020
- affichage ou notification le 03 MARS 2020
- réception du bordereau d'acquittement le 02 MARS 2020

Annemasse, le 28 février 2020
Le Maire,
Christian DUPESSEY

